

Accords au sommet du G8 . . .

www.imf.org/imfsurvey

Plan d'action pour l'Afrique et accroissement des dons pour le développement des pays pauvres

Les dirigeants des pays du G8 se sont retrouvés à Kananaskis, au Canada, les 26 et 27 juin, pour un sommet consacré au terrorisme, à la situation de l'économie mondiale et à l'instauration d'un nouveau partenariat pour le

développement de l'Afrique, le premier tenu depuis les attentats du 11 septembre. La Russie — invitée aux sommets qui ont suivi les réunions annuelles du G7 depuis 1997 et qui participait à part entière aux assises du Groupe cette année — assumera la présidence du G8 et abritera le sommet de 2006. Le prochain sommet aura lieu en juin 2003 en France.



Le Président Obasanjo du Nigéria lors du point de presse du sommet du G8. Derrière lui, de gauche à droite : le Président russe, M. Poutine, le Premier Ministre canadien, M. Chrétien, le Président américain, M. Bush, le Chancelier allemand, M. Schroeder, le Président algérien, M. Bouteflika, le Premier Ministre italien, M. Berlusconi, et le Président sénégalais, M. Wade.

Les dirigeants du G7 ont annoncé leur décision d'octroyer un complément d'allègement de dette d'un milliard de dollars EU aux pays pauvres pour contribuer au financement intégral de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Cette décision traduit l'inquiétude qu'une série de facteurs, notamment la faiblesse des cours des matières premières, empêche l'initiative PPTE d'atteindre le niveau d'allègement escompté (voir encadré page 212).

Les dirigeants du G8 ont décidé d'accroître l'aide à (voir page 212)

Le Grand Illusionniste

Lettre ouverte

De Kenneth Rogoff, Conseiller économique et Directeur du Département des études du FMI

À Joseph Stiglitz, auteur de *La grande désillusion*, éd. Fayard, Paris 2002

Je tiens à souligner d'emblée que j'ai eu grand plaisir à collaborer avec mes collègues de la Banque mondiale, et en particulier mon homologue Nick Stern, économiste en chef, depuis mon arrivée au FMI, il y a un an. Nous traversons régulièrement la 19^e rue pour parler de recherche, de politique et de la vie en général. Les relations entre nos deux institutions sont excellentes, nul ne le conteste. Dans cet esprit, et avant d'entamer mon propos, je dois aussi dissiper toutes les rumeurs selon lesquelles la démolition de l'immeuble de la PEPCO, mitoyen du siège du FMI, serait l'œuvre d'un artilleur fou embusqué dans les locaux de la Banque mondiale.

Washington, le 2 juillet 2002

Cher Joe,

Comme vous, j'ai quitté le cadre feutré d'une grande université américaine pour m'installer à Washington. Comme vous, j'ai fait ce choix par conviction. Contrairement à vous, les professionnels de la Banque mondiale et du FMI que je côtoie au quotidien m'incitent à l'humilité. Ces gens que je rencontre tous les jours, n'épargnent aucun sacrifice pour mettre la croissance à la portée des pays en développement et sortir leurs populations de la pauvreté. Ce sont des professionnels hors pair, qui travaillent souvent 80 heures par semaine au détriment de leur vie de famille. Des fonctionnaires

209
Sommet du G8

209
Lettre ouverte à
Joseph Stiglitz

213
Les conditions de
la paix en Colombie

213
Horst Köhler évoque
les progrès
de l'Argentine

214
Augmentation
sensible des crédits
à l'Uruguay

215
Angus Deaton
face aux aléas
du chiffre
de la pauvreté

218
Réductions
budgétaires dans
les pays pauvres

220
M. Köhler
devant l'ECOSOC

220
Retraits approuvés
en faveur de
la Turquie

222
Les exportateurs
africains sont-ils
plus productifs?

Lire aussi . . .

217
Principaux taux du FMI

219
Publications récentes

221
Sur le site du FMI

Rogoff réfute les thèses de Stiglitz

du FMI ont essuyé des tirs en Bosnie, subi les rigueurs de l'hiver, des semaines entières sans chauffage, au Tadjikistan et ont été exposés à des maladies infectieuses virulentes en Afrique. Ils sont brillants, dynamiques et créatifs. Je m'incline devant leur dévouement, alors que vous n'hésitez pas, dans vos propos, dans votre livre [voir citation ci-dessous], à les dénigrer.

Vous vous rappellerez peut-être que, vers la fin des années 80, j'ai eu le privilège d'occuper, pendant six mois, un bureau voisin du vôtre. Les jeunes économistes dont je faisais partie vous vénéraient. Je garde le souvenir d'un déjeuner avec vous et Carl Shapiro, où vous vous demandiez tous les deux si Paul Volcker méritait votre appui pour être admis dans le corps professoral de Princeton. À un moment, vous vous êtes tourné vers moi en disant : «Ken, vous qui avez travaillé pour Volcker à la Fed, le trouvez-vous vraiment intelligent?». J'ai dû balbutier quelque chose du genre : «On peut dire à juste titre qu'il a été le plus brillant Président que la Réserve fédérale ait eu au XX^e siècle», à quoi vous avez répondu : «J'entends bien, mais est-il aussi intelligent que nous?». Je n'étais pas sûr d'avoir bien saisi parce que vous regardiez Carl.

Je rapporte cette anecdote pour deux raisons : premièrement, les fonctionnaires du FMI que vous qualifiez tous de nullités, jugement qui vaut aussi, je suppose, pour ceux de la Banque mondiale, trouveront peut-être un certain réconfort en apprenant qu'ils partagent ce statut avec le grand Paul Volcker. Deuxièmement, c'est révélateur de la superbe dont vous vous êtes drapé en venant à Washington, où vous avez été confronté à des enjeux politiques un peu plus complexes que nos modèles mathématiques. Cette attitude transparait dans les quelque trois cents pages de votre livre. En effet, je n'y ai pas trouvé un seul cas où vous admettez avoir commis la moindre erreur sur un grand problème concret. Ainsi, c'est à vous qu'on devrait l'expansion économique américaine des années 90. Si les choses se gâtent, c'est parce que des quidams comme Alan Greenspan, Président de la Réserve fédérale, ou Bob Rubin, à l'époque Secrétaire au Trésor, ne vous ont pas écouté.

Je ferai ici trois observations. Tout d'abord, il y a dans votre ouvrage plusieurs idées auxquelles nous, au FMI, souscrivons, encore qu'elles n'aient en général rien de bien nouveau. Il faut, par exemple, revoir complètement la manière dont nous abordons la situation des pays en faillite. Anne Krueger, Première Directrice générale adjointe — qui a le tort, à vos yeux, de s'être efforcée de promouvoir la libéralisation du commerce dans la politique de la Banque mondiale des années 80 — a présenté une proposition bien argumentée du FMI. Lors de la séance du forum économique de Davos en février à laquelle nous avons participé vous et moi, vous avez violemment critiqué cette idée. Mais

vous semblez en revendiquer maintenant la paternité. Votre livre regorge d'insinuations et comporte peu de notes de renvoi. Je serais curieux de savoir comment vous étayez cette affirmation singulière.

Deuxièmement, vous dressez un catalogue de recettes qui permettraient au FMI d'améliorer spectaculairement ses conseils de politique macroéconomique. Les idées que vous avancez sont, au mieux, sujettes à caution et, au pire, de la poudre de perlimpinpin. Ceci m'amène à ma troisième observation qui est peut-être la plus importante. Économiste en chef de la Banque mondiale, vous avez décidé de vous parer des atours du chevalier héroïque pourfendant les politiques macroéconomiques adoptées durant la crise asiatique des années 90. Vous étiez absolument sûr de vous et du bien-fondé de votre démarche. En pleine vague d'attaques spéculatives, que vous avez vous-même appelée une crise de confiance, ces propos n'ont fait qu'alimenter la panique en minant la confiance à l'égard de l'institution qui vous employait. Avez-vous songé un seul instant au tort que vous avez pu causer aux populations démunies d'Asie dont le sort vous préoccupait tant? Vous n'avez probablement pas perdu le sommeil à l'idée qu'Alan Greenspan, Larry Summers, Bob Rubin et Stan Fischer pouvaient avoir raison, et que vos déclarations intempestives avaient peut-être aggravé la crise ou retardé, ne serait-ce que d'un jour, la reprise que nous voyons aujourd'hui en Asie.

Regardons ce que vous prescrivez pour aider un pays émergent en détresse financière à se tirer d'affaire. En général, les gouvernements demandent l'assistance financière du FMI lorsqu'ils ont du mal à trouver preneur pour leur dette et que leur monnaie s'effondre. Vous préconisez d'accroître les déficits budgétaires, puisqu'il faut, selon vous, émettre de nouveaux titres de la dette publique et faire tourner la planche à billets. Vous estimez donc que, lorsque les investisseurs se débarrassent d'instruments de la dette d'un pays, il suffit d'en créer de nouveaux qui se vendront comme des petits pains. Au FMI comme partout ailleurs, nous — simples terriens — avons des raisons de ne pas partager cet avis. Nous avons constaté que, lorsqu'un pays en détresse financière a recours à la planche à billets, l'inflation augmente et peut même s'emballer. Une inflation non maîtrisée étouffe la croissance et nuit à l'ensemble de la population, en particulier aux plus démunis. Les lois de l'économie ne sont peut-être pas les mêmes dans votre galaxie, mais l'expérience nous a montré que, lorsqu'un pays au bord de la cessation de paiements ne modifie pas de façon crédible la structure des échéances de sa dette, la situation ne peut que s'aggraver.

Cher Joe, accuser le FMI de semer le trouble partout où il passe, c'est comme dire qu'en cas d'épidémie, il y a pléthore de médecins.

«Le problème n'est pas seulement que la politique du FMI peut être jugée inhumaine par des âmes compatissantes. Même si l'on n'a aucun souci des populations condamnées à la famine, des enfants dont la croissance va être arrêtée par la malnutrition, et que l'on raisonne en termes purement économiques, c'est de la mauvaise économie.»

Joseph Stiglitz
La grande désillusion
page 162

Vous vous réclamez de Keynes pour affirmer que le plein emploi est la finalité des politiques que vous préconisez. C'est notre souci constant, au FMI. Mais si un gouvernement s'adresse à nous, c'est précisément parce qu'il se trouve dans une situation intenable, ce qui impose d'agir, non pas à l'horizon des deux semaines, mais des deux années qui suivent, voire plus. Nous revendiquons l'héritage de Keynes, mais nous en faisons une lecture plus moderne, plus nuancée. Les analyses macroéconomiques qui ont suivi la crise de 1975 par exemple, auxquelles vous nous dites totalement hermétiques, soulignent l'importance des contraintes budgétaires sur la durée. Rien ne sert d'accumuler des dettes envers le FMI à titre de solution immédiate si cela aggrave la situation à terme. Signalons au passage que, contrairement à ce que vous dites, les programmes appuyés par le FMI prévoient souvent des déficits et ce fut le cas durant la crise asiatique. Lorsqu'un traitement d'attaque n'a pas les effets escomptés, le FMI en tire les leçons et rectifie aussitôt le tir.

Loin de l'héritage keynésien, vos idées se situeraient plutôt dans le sillage d'un Arthur Laffer, farouche partisan de l'économie de l'offre à la mode Reagan des années 80, pour qui il suffirait que le gouvernement réduise les impôts pour que l'activité soit relancée, ce qui aurait pour effet d'accroître les recettes publiques. Dans la théorie Stiglitz-Laffer de gestion des crises, les pays ne doivent pas s'inquiéter de l'aggravation des déficits publics, car, ce faisant, ils augmentent plus que proportionnellement leur capacité à assurer le service de la dette. George Bush père avait raison de dire que ceci relève du «charlatanisme économique». J'admets, cher Joe, que l'économie politique n'est pas chose facile et que des recherches approfondies pourraient vous donner raison. L'assurance absolue que vous avez de déterminer la vérité, au point de crier au loup au milieu de la crise en risquant de miner l'action des secouristes à pied d'œuvre, me laisse perplexe. Les récents travaux d'universitaires publiés dans les revues scientifiques de renom donnent raison à Stan Fischer et au FMI, que vous décriez tant. Vous arrive-t-il de vous demander si, par hasard, Joseph Stiglitz ne se serait pas trompé, contribuant au problème, et non à la solution?

Le FMI est hermétique à la critique, dites-vous? Je suis bien placé pour dire le contraire, faisant partie des dizaines d'universitaires dont le FMI prenait l'avis. Dans les années 80, j'ai rédigé un article jugé à l'époque iconoclaste, sur l'aléa moral dans les prêts du FMI et de la Banque mondiale, question évoquée par la suite dans le rapport Meltzer. Loin d'ignorer mon point de vue et de m'accoler l'étiquette de subversif, le FMI a repris cet article dans la série d'études économiques *Staff Papers*. Plus tard, dans les années 90, Stan Fischer m'a invité à deux reprises à exposer mon point de vue sur les parités fixes et la libéralisation des mouvements de capitaux (j'avais signalé de graves risques). Nous

pouvions ne pas être d'accord sur tout, mais je puis vous dire que, entré dans son bureau en étant à 99 % sûr d'avoir raison, je me suis souvent incliné devant la complexité de la stabilisation des prix dans les pays en hyperinflation. Si seulement vous aviez pris la peine de traverser plus souvent la 19^e rue, les choses n'en seraient peut-être pas là.

Je ne puis m'attarder ici sur toutes vos prescriptions pour le moins originales, mais je dirais simplement ceci concernant les pays en transition. Vous accusez le FMI d'avoir «perdu la Russie». Votre analyse de la transition russe me fait l'effet du travail d'un théoricien qui ferait abstraction de tous les problèmes majeurs et se concentrerait sur les deux aspects qu'il arrive à maîtriser. Vous oubliez de dire qu'au moment où le FMI intervient en Russie, le pays se trouve en pleine crise non seulement économique, mais aussi sociale et politique.

Votre livre trahit une croyance aveugle en la défaillance des marchés et la conviction absolue que les gouvernements feront toujours mieux. Vous nous appelez les fanatiques du marché. Nous ne pensons pas que les marchés fonctionnent toujours à la perfection. Mais nous savons qu'il arrive souvent que les gouvernements faillissent à leur tâche, et que ce problème se pose de manière plus aiguë que la défaillance des marchés dans les pays en développement. Le Président de la Banque mondiale, Jim Wolfensohn, et le Directeur général du FMI, Horst Köhler, ont souvent souligné l'importance cruciale de la bonne gouvernance et du renforcement des institutions pour le développement. Encore une fois, vos remèdes, à savoir plus d'intervention de l'État, seraient pour le moins hasardeux.

Je n'ai pas eu le temps, cher Joe, de vérifier tous les faits relatés dans votre livre, mais j'ai des doutes sur certains points. À la page 154, vous décrivez Larry Summers, alors Secrétaire adjoint au Trésor, administrant une «cuisante correction verbale» à Jean-Michel Sévérino, ancien Vice-Président de la Banque mondiale, qui ne se sont jamais rencontrés. Vous citez l'exemple d'un rapport du FMI sur un pays, publié avant que la mission se soit rendue sur place. C'est archi faux. À la page 269, vous calomniez l'ancien numéro deux du FMI, Stan Fischer, en insinuant que la Citibank l'aurait appâté en lui promettant une place en échange de sa coopération dans des opérations de renégociation de dette. Son intégrité n'est plus à prouver. C'est la plus odieuse des insinuations mensongères de votre livre. Je vous suggère de le retirer de la circulation jusqu'à ce que vous ayez enlevé ce passage diffamant.

Cher Joe, brillant universitaire comme John Nash, autre lauréat du prix Nobel, vous êtes une «remarquable mécanique intellectuelle». Comme décideur, vos résultats sont moins impressionnants.

À part cela, je trouve votre livre plutôt pas mal.

Bien cordialement,
Ken



Vous dressez un catalogue de recettes qui permettraient au FMI d'améliorer spectaculairement ses conseils de politique macroéconomique. Les idées que vous avancez sont, au mieux, sujettes à caution et, au pire, de la poudre de perlimpinpin.

Kenneth Rogoff

Embellie des perspectives économiques mondiales

(suite de la première page) L'Afrique en échange de l'engagement des pays africains à énoncer des politiques gouvernementales claires et des mesures économiques vigoureuses, comme le prévoit le nouveau partenariat pour le développement de



Les participants au sommet de Kananaskis, de gauche à droite : le Premier Ministre italien, Silvio Berlusconi, le Chancelier allemand, Gerhard Schroeder, le Président américain, George W. Bush, le Président français, Jacques Chirac, le Premier Ministre canadien, Jean Chrétien, le Président russe, Vladimir Poutine, le Premier Ministre britannique, Tony Blair, et le Premier Ministre japonais, Junichiro Koizumi, avec le Président du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, Président en exercice de l'Union européenne et Romano Prodi, Président de la Commission européenne.

l'Afrique (NEPAD). Les participants au sommet ont signé un accord avec les quatre promoteurs du NEPAD, les Présidents Thabo Mbeki de l'Afrique du Sud, Abdelaziz Bouteflika de l'Algérie, Olusegun Obasanjo du Nigéria et Abdoulaye Wade du Sénégal, présents à Kananaskis, en compagnie de Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies. Les dirigeants africains se sont formellement engagés à promouvoir la paix, la sécurité et la bonne gouvernance, et à être individuellement et mutuellement comptables des efforts déployés dans chaque pays pour atteindre les objectifs

Tenir les promesses d'allègement de la dette

Dans une déclaration sur l'initiative PPTE, les dirigeants du G7 précisent que jusqu'ici, 26 pays ont bénéficié de l'allègement de leur dette en vertu de cette initiative, pour un montant de 40 milliards de dollars EU en valeur actuelle nette, ce qui représente près des deux tiers du total de leur dette. On s'attend à ce que près de 37 pays puissent éventuellement bénéficier du dispositif PPTE. «Si ces chiffres sont très encourageants, certains facteurs peuvent faire en sorte que l'initiative n'arrive pas à fournir l'allègement promis, car :

- ce ne sont pas tous les créanciers qui ont convenu d'alléger la dette des PPTE;
- on n'a pas réuni la totalité des ressources financières requises aux fins de l'initiative;
- en raison du ralentissement de la croissance et de la baisse des prix à l'exportation des produits de base, certains pays risquent de demeurer aux prises avec un niveau insoutenable d'endettement, même après avoir franchi toutes les étapes du processus.»

Afin de disposer de données sur la participation de tous les créanciers, les dirigeants du G7 ont convenu de demander au FMI et à la Banque mondiale «d'inclure des renseignements

économiques, politiques et sociaux du NEPAD. Les principaux objectifs du plan d'action du G8 sont :

- consacrer la moitié ou plus des nouveaux engagements d'aide au développement des pays africains à ceux d'entre eux qui gouvernent avec justice, investissent dans la mise en valeur des ressources humaines et favorisent l'initiative privée (soit un montant estimé à 6 milliards de dollars EU par an, sur les 12 milliards promis à la conférence des Nations Unies sur le financement du développement tenue à Monterrey, Mexique, en mars 2002);
- combattre les maladies telles que le paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA, et consacrer des ressources suffisantes à l'éradication de la poliomyélite en Afrique d'ici à 2005;
- accroître de manière significative l'appui à l'éducation de base;
- améliorer l'accès des exportations des pays d'Afrique aux marchés internationaux d'ici à 2005.

S'agissant de la situation économique du monde, les participants au sommet du G8 se sont déclarés confiants à l'égard des perspectives de croissance mondiale et souligné combien il importe que les pays du G8 fassent preuve d'une volonté politique inébranlable pour assurer le succès des réformes économiques. En ce qui concerne le terrorisme, ils se sont engagés à mener des actions de grande envergure pour démanteler les sanctuaires, traduire en justice les terroristes et réduire la menace d'actes terroristes, en mobilisant notamment jusqu'à 20 milliards de dollars EU sur les dix ans à venir, pour prévenir la prolifération des armes et des matériaux de destruction de masse. ■

plus détaillés sur le taux de réussite de chaque pays à obtenir un traitement comparable» et d'afficher sur leur site Internet des renseignements détaillés sur la participation des créanciers. Les dirigeants du G7 se sont engagés à se concerter avec d'autres pays donateurs et institutions financières internationales pour mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre de l'initiative PPTE. Ils ont en outre demandé au FMI et à la Banque mondiale de veiller à ce que la revue de la viabilité de la dette dont les conclusions seront présentées à l'Assemblée annuelle des deux institutions à l'automne comprenne une évaluation de la méthodologie employée pour apprécier le complément d'aide requis et en établir le montant. Les dirigeants du G7 s'accordent aussi sur la nécessité pour les donateurs bilatéraux d'envisager de recourir principalement à des dons pour financer les PPTE, y compris ceux qui ont su redresser leur situation, et de veiller à ne pas appuyer les dépenses improductives.

Réunis au préalable à Halifax (Canada) les 14 et 15 juin, les ministres des finances du G7 ont élaboré un compromis sur l'aide aux pays les plus pauvres, visant à accroître le montant des dons par rapport à celui des prêts classiques à très faible taux d'intérêt. Ils sont convenus que 18 à 21 % de l'aide devrait être octroyée sous forme de dons.

La paix est possible en Colombie avec l'aide de la communauté internationale

S'adressant le 20 juin à la conférence sur la Colombie organisée par le Centre Woodrow Wilson pour la recherche, l'International Crisis Group et le US Institute of Peace, Eduardo Aninat, Directeur général adjoint du FMI, a déclaré que, malgré la récente escalade de la violence, les conditions de la paix sont réunies. Voici quelques extraits de son allocution, dont le texte intégral est disponible sur le site www.imf.org. Une équipe du FMI se rendra en Colombie, la deuxième semaine de juillet, pour procéder à la revue annuelle de son économie. Elle doit s'entretenir avec les représentants du gouvernement actuel, ainsi qu'avec ceux du prochain gouvernement, de l'avenir économique de la Colombie.

La Colombie est l'une des démocraties les plus anciennes et les plus robustes d'Amérique du Sud, mais aussi le théâtre de l'un des plus longs conflits armés internes. Jusqu'au milieu des années 90, ce conflit semblait avoir un impact négligeable sur l'économie du pays, mais, à partir du milieu de la décennie, il prend une toute autre ampleur et une tournure plus violente, pendant que les performances économiques se détériorent. Álvaro Uribe Vélez, le Président élu, a affirmé sa volonté de résoudre le problème, et je lui souhaite de réussir.

Promouvoir la croissance et l'emploi

Je sais que l'ajustement des politiques dans le contexte actuel est une tâche extrêmement difficile. Cela peut nécessiter de délicates négociations avec des groupes d'intérêts qui ont pu, par le passé, bloquer ou freiner les réformes. Mais il faut espérer qu'avec le soutien populaire massif dont il bénéficie, le prochain gouvernement procède avec détermination à la mise en œuvre de quelques grandes réformes :

- Dans le domaine budgétaire, il est indispensable d'assainir durablement les finances publiques pour maintenir la confiance des investisseurs et la stabilité financière, objectif tributaire de réformes budgétaires en profondeur.

- Au plan extérieur, l'objectif primordial doit être de préserver la compétitivité.

Assurer la viabilité des comptes publics. De gros efforts ont été accomplis pour réduire le déficit ces dernières années, mais il reste beaucoup à faire pour assurer la viabilité des comptes publics à moyen terme. Certaines déficiences structurelles — déficit croissant du système public de retraite, généralisation des mécanismes d'affectation des recettes et multiplication des exonérations fiscales notamment — risquent d'affaiblir la situation budgétaire dans les années à venir. Des mesures volontaristes seront indis-

pensables pour consolider la stabilité macroéconomique et renforcer la confiance.

Sans une réforme globale des retraites, essentielle à la viabilité à long terme des comptes publics, le déficit du système de retraite public continuera à se creuser et, ce qui n'est guère souhaitable, à accroître la dette publique. Le gouvernement sortant a lancé un processus de réforme et il importe que celui qui lui succédera le poursuive résolument pour le mener à bien.

L'adoption de la loi sur la responsabilité et la transparence budgétaires serait de nature à renforcer la responsabilisation et à limiter la corruption et les carences administratives qui continuent de caractériser bien des systèmes fiscaux latino-américains, y compris celui de la Colombie.

La réduction de l'affectation des recettes, qui porte sur 46 % des recettes fiscales, permettra d'assouplir la politique budgétaire et favorisera l'assainissement des finances publiques.

Préserver la compétitivité extérieure. Le peso s'est sensiblement apprécié en quelques mois, ce qui peut nuire à la vigoureuse croissance des exportations non



M. Aninat :
«Il est indispensable d'assainir durablement les finances publiques pour maintenir la confiance des investisseurs et la stabilité financière.»

M. Köhler se félicite des pourparlers avec l'Argentine

Au terme des entretiens qu'une délégation dirigée par Roberto Lavagna, Ministre argentin des finances, a eus à Washington les 27 et 28 juin, Horst Köhler, Directeur général du FMI, a déclaré que :

«La direction, les services du FMI et la délégation de l'Argentine ont eu des discussions fructueuses. Deux questions d'ordre juridique — la révision de la loi sur l'insolvabilité et l'abrogation de la loi sur la subversion économique — ont été résolues de façon satisfaisante, et M. Lavagna nous a assuré que des progrès sensibles sont attendus la semaine prochaine sur les questions en suspens, telles que l'accord sur la consolidation du budget de l'administration centrale et des provinces. De ce fait, l'Argentine et le FMI ont engagé des négociations actives sur :

- la mise au point du cadre budgétaire;
- le dénouement des aspects critiques du secteur bancaire;
- l'établissement d'un ancrage monétaire effectif pour le programme économique des autorités ... qui envisage le recours à un groupe de décideurs de renom, pour aider l'Argentine et le FMI à établir le cadre de la politique monétaire;
- le renforcement de l'indépendance de la banque centrale.

Nous entendons poursuivre activement les pourparlers sur tous ces aspects, notamment dans le cadre de missions des services du FMI en Argentine pour accélérer la mise au point d'un programme appuyé par les ressources du FMI.»

Le texte intégral de la note d'information n° 02/56 sur l'Argentine est disponible sur le site www.imf.org.

Il appartiendra à la communauté internationale de mobiliser les compétences, les financements et les pratiques optimales pour garantir l'efficacité de l'aide internationale aux pays sortant d'un conflit.

Eduardo Aninat

traditionnelles de la Colombie. Elles ont été essentielles à la diversification de la base d'exportation du pays ainsi qu'à l'expansion des emplois productifs générateurs de revenus. Divers facteurs ont contribué à l'appréciation de la monnaie colombienne, dont certains échappent au contrôle des autorités, notamment la forte dépréciation du bolivar vénézuélien. La poursuite de l'assainissement budgétaire sera de nature à épauler le renforcement de la compétitivité.

En matière de politique commerciale, je suis très encouragé par les dispositions que le Congrès américain s'apprête à prendre concernant l'Accord commercial préférentiel andin (Andean Trade Preference Act), qui présente un potentiel considérable et indéniable d'expansion des exportations colombiennes susceptibles de bénéficier de l'accès en franchise de droits de douane au marché des États-Unis.

Consolider la paix

La Colombie a pu, par le passé, assurer sa croissance économique dans un climat de conflit interne, mais la fin des années 90 a été marquée par le ralentissement de la croissance et la dégradation de la situation sociale,

imputables à une intensification du conflit. S'il est difficile d'estimer le coût économique des violences dont la Colombie a été le théâtre, il est incontestable qu'il est très élevé. On estime, par exemple, que la croissance annuelle en a été amputée de 1½ à 2 % avant l'intensification du conflit observée à la fin des années 90.

La fin du conflit s'accompagnera inévitablement d'une «prime à la paix», en libérant d'importantes ressources publiques et privées actuellement absorbées par l'effort militaire, la sécurité et les conséquences du conflit. Mais les répercussions ne se feront vraiment sentir qu'après plusieurs années.

À brève échéance, la paix aura vraisemblablement un coût financier non négligeable, lié surtout à la reconstruction des infrastructures physiques et institutionnelles détruites par le conflit. Par ailleurs, des pans entiers de population, principalement formés à la violence, devront être réinsérés dans le tissu social et recyclés dans des activités de production.

L'impact budgétaire de la paix risque aussi de dépasser les ressources disponibles, ne serait-ce que dans les premières années de transition. Il faut donc s'attendre à une forte tension entre le maintien de l'équilibre budgétaire, qui est essentiel à la croissance, et le financement des politiques économiques et sociales indispensables au renforcement de la paix.

Plusieurs formules peuvent être conjuguées pour affronter ce défi :

- Le financement de certaines mesures initiales avec le produit des privatisations différées en raison du conflit.
- Les initiatives de paix rendront d'autant plus urgents le renforcement de la collecte de l'impôt, la maîtrise des dépenses publiques non essentielles et la priorité à donner aux investissements générateurs de synergies avec les programmes de consolidation de la paix.
- Il appartiendra à la communauté internationale de mobiliser les compétences, les financements et les pratiques optimales pour garantir l'efficacité de l'aide internationale aux pays sortant d'un conflit. Pour sa part, la Colombie devra redoubler d'efforts pour rallier des appuis multilatéraux et bilatéraux au financement du processus de paix, en élaborant et en proposant des programmes appropriés.

Mon vœu le plus sincère est que la nouvelle administration trouve les moyens de mobiliser les multiples talents et la bonne volonté dont recèle le peuple colombien pour remettre la Colombie sur la voie du progrès social dans la paix retrouvée. ■

Le FMI approuve une augmentation sensible des crédits à l'Uruguay

Le FMI a approuvé, le 25 juin, un supplément de crédits de 1,5 milliard de dollars EU (1,16 milliard de DTS) pour aider l'Uruguay à affronter la crise que traverse la région. Ce prêt, qui complète le crédit de confirmation de 24 mois approuvé le 25 mars 2002, porte le total des crédits ouverts à l'Uruguay à 2,28 milliards de dollars (1,75 milliard de DTS). L'Uruguay est ainsi autorisé à tirer jusqu'à 508 millions de dollars (386,1 millions de DTS) immédiatement, puis une autre tranche de 650 millions de dollars (496 millions de DTS), dans le cadre du crédit de confirmation augmenté pour le reste de l'année 2002, sous réserve d'une autre revue par le Conseil d'administration du FMI.

Au terme des discussions du Conseil, le Directeur général a déclaré que : «Le Conseil d'administration se réjouit de la détermination des autorités uruguayennes à relever les défis économiques auxquels le pays est confronté en renforçant le cadre macroéconomique et en établissant une stratégie crédible pour rétablir la confiance à l'égard du système bancaire. La mise en œuvre de ce programme renforcé, qui a le ferme appui du FMI, aidera l'Uruguay à parer aux effets de contagion de la crise argentine, à ancrer son économie et les comptes publics sur des bases saines et à créer les conditions de la reprise d'une croissance durable. On s'attend, par ailleurs, au renforcement de la politique économique et financière, afin d'épauler le maintien de l'accès de l'Uruguay aux marchés internationaux de capitaux et susciter une plus forte mobilisation de financements officiels, notamment des banques multilatérales de développement.»

Le texte intégral de la note d'information n° 02/54 peut être consulté sur le site www.imf.org.

Photographies : Luke Frazza (AFP), page 209; Denio Zara, Padraic Hughes, Pedro Márquez et Michael Spilotro (FMI), pages 210–11, 215–16 et 222–24; Patrick Kovarik (AFP), page 212; Wilson Center, page 213; Arko Datta (AFP), page 217; Nations Unies page 220–21.

Entretien avec Angus Deaton . . .

Quand les chiffres ne rendent pas compte de la pauvreté en Inde et ailleurs . . .

Avant de mesurer le recul de la pauvreté, il faut d'abord en préciser le mode de calcul. Le chiffrage de la pauvreté dans le monde et la question de savoir si elle baisse ou non sont au cœur du débat. Angus Deaton, professeur d'économie et de relations internationales à la Woodrow Wilson School de l'université Princeton, a été au centre de cette réflexion et s'est penché attentivement sur les chiffres de la pauvreté en Inde. Il s'est entretenu avec Prakash Loungani, du Département des relations extérieures du FMI, des différents aspects du problème et des modalités d'action pour produire des données plus transparentes et plus fiables de la pauvreté.

M. LOUNGANI : On cite partout le chiffre de la Banque mondiale estimant à 1,2 milliard le nombre de personnes qui vivent avec moins d'un dollar par jour. Ce chiffre est-il fiable?

M. DEATON : La marge d'erreur est grande. Le plus infime changement apporté à la méthode de quantification de la pauvreté modifie considérablement les résultats auxquels on aboutit. On peut, par exemple, abaisser le nombre de pauvres en Inde de 175 millions, en ramenant simplement la période de référence d'un mois à une semaine.

M. LOUNGANI : L'exemple est saisissant, mais pourriez-vous définir brièvement ce qu'est une période de référence.

M. DEATON : Pour mesurer la pauvreté, il faut demander aux personnes concernées de récapituler les sommes dépensées pour se nourrir, s'habiller, etc. On choisit de le faire sur une semaine ou un mois. Voilà ce qu'est une période de référence. En optant pour une semaine, on obtient un montant de dépenses généralement plus élevé et donc un taux de pauvreté moindre que sur un mois (le mois est bien entendu divisé en semaines à des fins de comparaison).

L'Inde a longtemps pris pour référence 30 jours. Ces dernières années, les autorités statistiques ont voulu vérifier la différence par rapport à une période d'une semaine. Elles ont constaté que le nombre de pauvres était divisé par deux. C'est probablement l'un des programmes de réduction de la pauvreté les plus réussis du monde!

M. LOUNGANI : La réflexion que vous avez menée pour résoudre ce type de problème a-t-elle abouti à une bonne estimation du nombre de pauvres en Inde?

M. DEATON : En effet, je me suis servi des éléments de l'enquête qui se vérifient sur la durée pour corriger les chiffres et les rendre cohérents. On constate, en définitive, un recul assez constant de la pauvreté en Inde. Le nombre de pauvres a baissé à un rythme constant durant les 20–30 dernières années, et il n'y a pas de signe d'accélération de cette baisse depuis les réformes des années 90. Cela m'a conduit à estimer l'incidence de la pauvreté à 28 % en Inde pour 2000. Les travaux des chercheurs de la Delhi School of Economics réalisés de façon indépendante et à partir de méthodes très différentes des miennes aboutissent aux mêmes conclusions.

M. LOUNGANI : Les résultats de vos travaux ne seront pas d'un grand secours aux tenants ou aux opposants de la thèse de la réduction de la pauvreté en Inde.

M. DEATON : En gros, ce que vous dites n'est pas faux. Mais les partisans des réformes ont plus de raisons d'être satisfaits que leurs adversaires. Les réformateurs auraient probablement souhaité que les chiffres montrent une accélération du taux de réduction de la pauvreté suite à la vague de réformes. Cela n'a certes pas été le cas, mais les chiffres contredisent à l'évidence leurs adversaires qui considèrent que les réformes ont entraîné un blocage de la réduction de la pauvreté, voire une aggravation de la pauvreté.

M. LOUNGANI : Ce problème se pose-t-il uniquement en Inde ou partout ailleurs?

M. DEATON : C'est un problème général, mais il faut signaler que, malgré toutes les difficultés de chiffrage, nous savons que les populations démunies en Inde représentent le tiers environ des pauvres du monde. Le fait d'affiner le chiffre pour l'Inde permet donc d'obtenir une estimation plus exacte de la pauvreté ailleurs dans le monde.



M. Deaton : «Le fait d'affiner le chiffre pour l'Inde permet donc d'obtenir une estimation plus exacte de la pauvreté ailleurs dans le monde.»

M. LOUNGANI : Avez-vous d'autres exemples de problème de quantification de la pauvreté, outre ceux qui ont trait à la conception des enquêtes?

M. DEATON : Bien sûr. Je vais essayer de présenter celui-ci en des termes simples. Supposons que je veuille savoir si l'augmentation du revenu en Chine a eu un impact quelconque sur le taux de pauvreté en Inde. Vous rétorqueriez aussitôt : «C'est insensé; on a besoin de chiffres sur le revenu et la pauvreté pour un pays donné, un point un trait.» Mais les choses ne sont pas aussi simples, parce que, dans la plupart des pays, ces données proviennent de deux sources différentes. En exagérant à peine, je dirais que parfois, ces deux sources présentent une image si contrastée qu'elles pourraient correspondre à deux pays différents.



M. Deaton : «La controverse qui entoure l'impact de la crise asiatique sur les populations démunies d'Indonésie par exemple est due à l'absence de bons indices des prix pour les zones rurales.»

M. LOUNGANI : Un exemple?

M. DEATON : Le problème est endémique, mais il est particulièrement prononcé en Inde. D'après les données de comptabilité nationale, l'Inde a connu une croissance vigoureuse au cours des dix dernières années, ce qui corrobore l'opinion de bien des observateurs. Mais en attendant les derniers chiffres, les résultats des enquêtes statistiques nationales sur lesquelles reposent les estimations relatives à la pauvreté indiquent que la consommation moyenne a surtout stagné durant la décennie écoulée.

Il va sans dire que l'un des deux résultats est erroné. Comment concilier la forte croissance de la consommation selon les comptes de revenu national avec la stagnation de la consommation moyenne issue de l'enquête sur les ménages? De deux choses l'une : soit la consommation n'a pas autant augmenté que le signalent les données de comptabilité nationale, soit elle s'est accrue davantage — avec un recul plus marqué de la pauvreté — que ne l'indiquent les résultats des enquêtes statistiques nationales. Voici,

pour schématiser, un premier problème, celui des divergences entre les résultats des enquêtes sur les ménages et les données de comptabilité nationale.

M. LOUNGANI : J'imagine que l'absence d'indices des prix pose un autre problème.

M. DEATON : Absolument. Le problème est double. D'une part, pour comparer les taux de pauvreté des pays, notamment aboutir au chiffre de 1 dollar par jour, évoqué partout, il faut avoir recours aux parités de pouvoir d'achat (PPA) des monnaies. Toute révision de ces parités peut bouleverser les estimations de la pauvreté. La Banque mondiale elle-même est tombée dans le piège. Dans l'édition 1997 de son *Rapport sur le développement dans le monde*, la pauvreté touche en Thaïlande, avant la crise, seulement 1/10 % de la population. L'économiste en chef d'alors, Joe Stiglitz, attribuait ce chiffre au miracle économique asiatique. Mais il s'agissait moins d'un miracle que des dangers d'une mauvaise conversion des PPA. Il est un peu consternant de voir que le rêve d'un monde débarrassé de la pauvreté que caresse la Banque mondiale peut se réaliser simplement par une utilisation erronée des données afférentes aux taux de change.

M. LOUNGANI : Vous avez parlé d'un double problème.

M. DEATON : En effet. Il faut aussi disposer d'indices des prix pour comparer les taux de pauvreté au sein d'un pays, entre zones urbaines et rurales. Les pays ont souvent des données précises sur les centres urbains, mais pas sur les zones rurales où vit la majorité des pauvres, ce qui peut avoir des conséquences graves. Je pense que la controverse qui entoure l'impact de la crise asiatique sur les populations démunies d'Indonésie, par exemple, est due à l'absence de bons indices des prix pour les zones rurales.

M. LOUNGANI : Puisque les données relatives à la pauvreté sont truffées d'erreurs, pourquoi ne pas utiliser d'autres indicateurs socioéconomiques?

M. DEATON : C'est fait. Les statistiques qui ont trait à l'espérance de vie, à la mortalité infantile et à l'illettrisme servent à compléter les données sur la pauvreté. Amartya Sen a été le premier à prôner cette analyse de la pauvreté. Le Programme des Nations Unies pour le développement a mis au point un indice du développement humain qui fait, en quelque sorte, une synthèse de ces paramètres. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec la méthode mais elle a l'avantage d'exposer clairement ses lacunes. Il importe surtout de comprendre que les privations, qu'il s'agisse du revenu ou de la consommation, sont un aspect essentiel de la pauvreté auquel on ne peut substituer aucune autre variable, de même qu'il n'y a pas lieu d'utiliser le niveau

de revenu des pauvres comme substitut des paramètres de santé ou d'alphabétisme. Ce sont des choses différentes.

M. LOUNGANI : Faut-il donc mettre simplement de côté les chiffres de la pauvreté?

M. DEATON : Non, loin s'en faut. Je ne conteste pas la notion de pauvreté. Elle est aussi concrète que le chaud ou le froid; on peut dire dans toute communauté qui est pauvre. Mais une chose est d'avoir une idée générale de la pauvreté dans son milieu social, et une autre est de la quantifier pour tous les pays en développement. Comme nous l'avons vu, il faut pour cela prendre plusieurs décisions. C'est pourquoi je n'ai pas la prétention de penser qu'une fois ces décisions prises, nous arriverons à tracer avec précision la frontière de la pauvreté. Ce serait encourager une attitude de «professeur Tournesol», concoctant la recette du bonheur ou de la misère (deux kilos de revenu annuel, un kilo et demi de dépenses annuelles = bonheur; deux kilos de revenu et deux kilos trois de dépenses = misère). Nous devons reconnaître que les chiffres de la pauvreté présentent d'importantes marges d'erreur et continuer à les affiner.

M. LOUNGANI : Vous m'offrez une excellente transition vers mes dernières questions. Quels aménagements institutionnels sont nécessaires pour améliorer la qualité de ces données?

M. DEATON : Les dispositifs plutôt informels qui régissent la production des données sur la pauvreté doivent être améliorés. La Banque mondiale a fait œuvre de pionnier en publiant de tels chiffres pour la première fois dans l'édition 1990 du *Rapport sur le développement dans le monde*. Ses économistes avaient accompli un travail de titans, mais ces chiffres n'ont pas été accueillis comme des données essentielles; les premiers chiffres du PIB ont été considérés comme d'intéressants travaux de recherche, sans plus.

Les chiffres de la pauvreté sont désormais des données fondamentales sur lesquelles repose notamment l'évaluation des résultats de la Banque mondiale. Pour le moment, presque personne, hormis les économistes de la Banque, ne peut dire exactement comment ils ont été calculés et comment ils sont reproduits. Il est difficile aux non-initiés de venir à la rescousse de la Banque lorsque ses chiffres sont contestés. Elle doit donc faire preuve de plus de transparence à l'avenir sur son mode de calcul des chiffres de la pauvreté. On peut envisager la création d'autres institutions, ce serait déjà un pas dans la bonne direction de privilégier la transparence. La Banque mondiale et le FMI devraient aussi aider davantage les pays à résoudre leurs problèmes statistiques.

M. LOUNGANI : On voit mal le FMI s'impliquer davantage dans le chiffrage de la pauvreté, alors que d'autres continuent d'affirmer qu'il n'a rien à y faire.

M. DEATON : Je suis pour que le FMI continue de s'intéresser à la pauvreté, dans certaines limites. Les arguments développés par Stan Fischer [ancien Premier Directeur général adjoint du FMI] à la conférence de l'an dernier sur les politiques macroéconomiques et la réduction de la pauvreté m'ont convaincu que la lutte contre la pauvreté est essentielle à la mission du FMI; en effet, le FMI ne peut se réfugier derrière une «défense à la von Braun», qui disait : «Ma mission consiste à fabriquer et à lancer des fusées; l'endroit où elles retombent, c'est l'affaire de quelqu'un d'autre.»

Je ne vois pas comment le FMI peut s'acquitter de sa mission en ignorant la pauvreté. La question est de savoir jusqu'où il peut intervenir. Il n'a pas besoin de se substituer à la Banque, de recruter tous ses spécialistes et de reproduire les études qui ont été faites sur le sujet. Mais il doit s'y intéresser de plus près.

M. LOUNGANI : Quels aspects le FMI doit-il privilégier?

M. DEATON : Plusieurs des points que nous avons évoqués ont trait à des domaines où les économistes du FMI sont extrêmement compétents. Dans les pays où des disparités existent entre les données de comptabilité nationale et les enquêtes statistiques, les services du FMI peuvent suggérer quelques axes de réflexion. Le FMI s'intéresse aussi de longue date à l'exactitude de l'indice des prix, eu égard à la nécessité de disposer de données précises sur les agrégats monétaires réels, les taux de change réels, etc. Nous savons aussi que le FMI émet en ce moment des directives sur la production et la qualité des outils de gestion macroéconomique. Cette démarche peut être étendue à la pauvreté, non pas pour dévier le FMI de sa mission, mais simplement pour reconnaître qu'il lui faut des données précises. ■

Principaux taux du FMI

Semaine commençant le	Taux d'intérêt du DTS	Taux de rémunération	Taux de commission
1 ^{er} juillet	2,30	2,30	2,94
8 juillet	2,33	2,33	2,98

Le taux d'intérêt du DTS et le taux de rémunération des avoirs correspondent à une moyenne pondérée des taux d'intérêt d'instruments à court terme émis sur les marchés monétaires des cinq pays dont les monnaies composent le panier de calcul du DTS. Le taux de rémunération des avoirs est le taux de rendement de la position rémunérée des États membres dans la tranche de réserve. Le taux de commission correspond à un pourcentage du taux du DTS et représente le coût d'utilisation des ressources du FMI. Les trois taux sont calculés le vendredi et appliqués la semaine suivante. Les taux de rémunération et de commission de base sont ajustés en fonction des arrangements conclus au titre de la répartition des charges. Pour connaître les derniers taux, appeler le (202) 623-7171, ou se reporter au site du FMI : www.imf.org/cgi-shl/bur.pl?2002.

Des informations générales sur les finances, y compris ces taux, sont disponibles à www.imf.org/external/fin.htm.

Source : Département de la trésorerie.

La Banque mondiale doit donc faire preuve de plus de transparence à l'avenir sur son mode de calcul des chiffres de la pauvreté.

Angus Deaton



15 juillet 2002

217

Dans les pays à faible revenu, l'assainissement des finances publiques n'a pas nui à la croissance à court ou à long terme, sur la période 1990–2000.

L'assainissement budgétaire pénalise-t-il les pays à faible revenu?

Plusieurs études ont montré que la réduction des déficits budgétaires favorise la croissance à long terme, mais qu'en est-il de la croissance à court terme? Dans un document de travail intitulé Expenditure Composition, Fiscal Adjustment, and Growth in Low-Income Countries, Sanjeev Gupta, Benedict Clements, Emanuele Baldacci et Carlos Mulas-Granados analysent l'impact de l'assainissement budgétaire sur la croissance à court et à long terme. La question revêt de l'importance pour le FMI, dont nombre de critiques affirment que l'assainissement des finances publiques, qui est souvent un volet important des programmes qu'il appuie, nuit à la croissance économique des pays à faible revenu.

D'après la théorie keynésienne, la réduction du déficit budgétaire peut ralentir la croissance à court terme. Mais les études sur les pays industrialisés montrent que l'ajustement ou le rééquilibrage budgétaire (réduction des déficits publics) peut favoriser la croissance, même à court terme. Cette étude du FMI porte sur les pays à faible revenu — admis à bénéficier de la facilité d'ajustement structurel renforcé (FASR) ou, par la suite, de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) — entre 1990 et 2000.

De précédents travaux sur les pays industrialisés ont montré que la composition de l'ajustement budgétaire est cruciale pour évaluer l'effet de stimulation des coupes budgétaires sur la croissance. Le rééquilibrage budgétaire par la contraction de la masse salariale de l'État et des transferts publics, plutôt que par l'accroissement des recettes ou la réduction des investissements publics, peut doper la croissance, même à court terme. Le document de travail vise à mesurer à quel point la composition des mesures d'ajustement a aussi influencé l'incidence de la politique budgétaire sur la croissance dans les pays à faible revenu.

Il s'agissait aussi de cerner les éléments sous-jacents d'un assainissement budgétaire viable, autrement dit, de savoir quels sont les facteurs qui conduisent un pays à poursuivre ou à abandonner les efforts d'ajustement? À titre d'exemple, les pays sont-ils plus enclins à réduire leur déficit au fil du temps si la croissance est forte ou si la stratégie d'ajustement budgétaire vise à privilégier les dépenses d'équipement par rapport aux dépenses courantes (salaires)? La réponse à cette question permettra de comprendre les facteurs qui peuvent entraîner la dérive des programmes d'assainissement budgétaire.

Quelles sont les conclusions de l'étude?

Les données empiriques montrent que l'assainissement budgétaire n'a pas été préjudiciable à la crois-

sance à court et à long terme sur la période 1990–2000 dans les pays à faible revenu. L'étude révèle aussi qu'il existe un lien étroit entre l'ajustement budgétaire et la croissance : un recul d'un point du ratio déficit budgétaire/PIB augmente la croissance par habitant de $\frac{1}{4}$ à $\frac{1}{2}$ % en moyenne, tant à court qu'à long terme.

La composition des dépenses publiques importe aussi. En les redéployant au profit d'emplois plus productifs, on peut stimuler la croissance et maintenir le cap de l'ajustement. La compression de certaines dépenses courantes peut permettre de porter les taux de croissance à un niveau supérieur à ce qu'induirait un ajustement par augmentation des recettes et réduction des dépenses affectées à des emplois plus productifs. La sauvegarde des dépenses d'équipement en période d'ajustement accélère la croissance au même titre que la hausse des dépenses consacrées aux biens et services non salariaux. En moyenne, la réduction de la masse salariale du secteur public ne nuit pas à la croissance.

La structure du financement du déficit est aussi un facteur déterminant. L'effet le plus positif de l'ajustement budgétaire s'exerce quand il réduit le besoin de financement intérieur. D'après l'étude, un ajustement fondé sur la réduction du financement intérieur a un impact une fois et demie supérieur sur la croissance qu'un rééquilibrage par réduction des financements intérieur et extérieur.

Les auteurs ont aussi cherché à déterminer si l'observation selon laquelle la consolidation budgétaire n'est pas préjudiciable à la croissance dans les pays à faible revenu vaut pour tous les pays de l'échantillon. Pour ce faire, ils ont scindé l'échantillon en pays pré- et post-stabilisation (le second groupe se définissant comme celui des pays qui ont présenté un déficit budgétaire moyen, donc compris, inférieur à 2,5 % du PIB entre 1990 et 2000). S'agissant des pays pré-stabilisation, l'impact de la politique budgétaire sur la croissance corrobore la thèse selon laquelle les compressions budgétaires peuvent avoir un effet expansionniste. Toutefois, pour le second groupe de pays, l'ajustement budgétaire n'a plus à proprement parler un effet salutaire sur l'activité économique réelle. Dans ces conditions, l'accroissement de certaines dépenses publiques courantes est compatible avec une augmentation de la croissance. Les cadres budgétaires inscrits dans les programmes appuyés par la FRPC confirment également ce constat, les pays post-stabilisation visant des augmentations relativement plus importantes des dépenses et du déficit budgétaire.

S'agissant des facteurs qui déterminent le maintien ou l'abandon des efforts d'ajustement budgétaire dans un pays, les auteurs constatent que le redéploiement des

dépenses publiques du budget de fonctionnement vers le budget d'équipement aide à pérenniser l'ajustement. En outre, les pays qui affichent d'emblée un niveau de déficit public relativement bas et qui ont de bons antécédents de réduction de ce déficit sont moins susceptibles d'abandonner les efforts d'assainissement budgétaire. Enfin, l'augmentation des recettes fiscales accroît la probabilité de maintien de ces efforts, constat quelque peu en contradiction avec les résultats observés dans le cas des pays industrialisés. Une croissance économique faible accroît en revanche les chances qu'un pays mette un terme à son effort d'ajustement budgétaire.

Incidences sur la politique mise en œuvre

Les résultats de l'étude ont plusieurs implications économiques pour les pays à faible revenu. Nombre de ces pays mettent actuellement en œuvre des programmes appuyés par le FMI visant à améliorer la composition des dépenses publiques. Les données empiriques révèlent une corrélation positive entre la composition des dépenses et la croissance, les réformes budgétaires

qui visent à réduire les dépenses non productives et à protéger l'investissement public étant les plus viables et les plus propices à la croissance.

Il ressort enfin de l'étude que la réforme des dépenses doit être bien échelonnée pour stimuler la croissance. Une réforme de la fonction publique qui attire des employés plus qualifiés peut s'avérer trop coûteuse pour les pays qui présentent de profonds déséquilibres budgétaires, par exemple. En effet, ces réformes peuvent accélérer la croissance, mais elles ne devraient être mises en œuvre qu'après que le pays ait adopté et montré son aptitude à maintenir une situation budgétaire saine. ■

L'étude n° 02/77 du FMI, *Expenditure Composition, Fiscal Adjustment, and Growth in Low-Income Countries*, de Sanjeev Gupta, Benedict Clements, Emanuele Baldacci et Carlos Mulas-Granados, est en vente au prix de 10 dollars au Service des publications du FMI. Pour la commander, voir instructions ci-dessous. Le texte intégral peut aussi être consulté sur le site www.imf.org.

Publications récentes

IMF Working Papers (Documents de travail; 10 dollars)

- 02/97: *An Interim Assessment of Ukrainian Output Developments, 2000–01*, Julian Berengaut, Erik De Vrijer, Katrin C. Elborgh-Woytek, Diane E. Fisher, Mark W. Lewis, and Bogdan Lissovlik
- 02/98: *Extreme Contagion in Equity Markets*, Jorge Chan-Lau, Donald J. Mathieson, and James Y. Yao
- 02/99: *Calibrating Your Intuition: Capital Allocation for Market and Credit Risk*, Paul H. Kupiec
- 02/100: *Financial Liberalization and Real Investment: Evidence from Turkish Firms*, Cemile Sancak
- 02/101: *Structural Balances and All That: Which Indicators to Use in Assessing Fiscal Policy*, Nigel A. Chalk
- 02/102: *Establishing Initial Conditions in Support of Inflation Targeting*, Alina Carare, Andrea Schaechter, Mark R. Stone, and Mark D. Zelmer
- 02/103: *The Challenge of Fiscal Decentralization in Transition Countries*, Era Dabla-Norris and Paul R. Wade
- 02/104: *Long-Run Determinants of Exchange Rate Regimes: A Simple Sensitivity Analysis*, Grace S. Juhn and Paolo Mauro
- 01/105: *The Micro Basis of Budget System Reform: The Case of Transitional Economies*, Jack Diamond

IMF Staff Country Reports (Rapports sur les pays membres; 15 dollars)

- 02/115: Republic of Slovenia: Report on the Observance of Standards and Codes—Fiscal Transparency Module

- 02/116: Luxembourg: Financial System Stability Assessment, including Reports on the Observance of Standards and Codes
- 02/117: Luxembourg: Selected Issues
- 02/118: Luxembourg: 2002 Article IV Consultation
- 02/119: Tunisia: Financial System Stability Assessment, including Reports on the Observance of Standards and Codes
- 02/120: Tunisia: Selected Issues
- 02/121: Tunisia: Report on the Observance of Standards and Codes
- 02/122: Tunisia: 2002 Article IV Consultation
- 02/123: Kingdom of the Netherlands—Netherlands: Selected Issues
- 02/124: Kingdom of the Netherlands—Netherlands: 2002 Article IV Consultation
- 02/125: Zimbabwe: 2001 Article IV Consultation
- 02/126: Zimbabwe: Statistical Appendix
- 02/127: Republic of Poland: 2002 Article IV Consultation
- 02/128: Republic of Poland: Selected Issues and Statistical Appendix

World Economic and Financial Surveys

(Études économiques et financières; 42 dollars; enseignants et étudiants : 35 dollars)

Global Financial Stability Report



Vous pouvez vous procurer ces publications en vous adressant à : IMF Publication Services, Box X2002, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430. Fax : (202) 623-7201. E-mail : publications@imf.org. Vous trouverez sur le site www.imf.org des informations en anglais concernant le FMI. Le site www.imf.org/external/fore/index.htm propose une sélection de documents en français, dont le texte intégral du *Bulletin du FMI*, du *Supplément annuel consacré au FMI* et du magazine *Finances & Développement*.

ECOSOC . . .

M. Köhler appelle les pays riches à montrer l'exemple, à l'heure de la reprise économique

*I*ntervenant au Conseil économique et social des Nations Unies, le 1^{er} juillet, le Directeur général du FMI, Horst Köhler, a fait le point de la situation économique mondiale, notant avec satisfaction le ressort du système financier international. Il s'est dit confiant dans une reprise qui devrait s'affirmer au deuxième semestre. Mais il a aussi mis en garde contre les facteurs qui risquent de saper la vigueur et la pérennité de la reprise, notamment la



M. Köhler : «La débâcle d'Enron et, plus encore, le scandale de WorldCom montrent plus clairement que jamais qu'il faut prendre garde aux risques et vulnérabilités que recèlent les économies avancées, tout autant qu'aux problèmes des pays émergents et en développement.»

question des profits et des investissements des entreprises américaines, et il a appelé de ses vœux la transformation des objectifs du Consensus de Monterrey en actions concrètes pour relever le «défi ultime» : la pauvreté.

Voici des extraits de cette allocution, dont le texte intégral peut être consulté sur le site www.imf.org.

Les scénarios catastrophe que d'aucuns prédisaient au lendemain des attaques terroristes du 11 septembre

Le FMI ouvre un crédit à la Turquie

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé le 28 juin, un prêt de 1,15 milliard de dollars à la Turquie dans le cadre d'un crédit de confirmation de trois ans (voir *Bulletin* du 18 février, page 41). C'est la dernière tranche d'une enveloppe de 16 milliards de dollars destinée à appuyer le programme économique du gouvernement pour 2002-04, confronté à une crise bancaire et à une grave récession. (Le texte intégral de la note d'information n° 02/57 est disponible sur le site www.imf.org.)

L'envoi d'une mission du FMI en Turquie pour un séjour de deux semaines environ à compter du 10 juillet a été annoncée le 4 juillet. La mission doit amorcer la revue visée dans le dispositif de l'accord de confirmation qui portera sur : la politique budgétaire; la politique monétaire, en particulier les mesures requises pour atteindre l'objectif de 35 % d'inflation et pour réunir les conditions du lancement réussi du ciblage de l'inflation plus tard dans l'année; les politiques structurelles, notamment les privatisations, la réforme du secteur bancaire et l'amélioration du climat économique. Le Conseil d'administration pourrait se réunir début août pour achever la revue, ce qui permettrait le décaissement d'une nouvelle tranche de 1,1 milliard de dollars. Le total des décaissements s'établit actuellement à quelque 11,5 milliards de dollars.

ne se sont pas matérialisés, et nous pouvons tous nous en réjouir. Grâce en particulier à la réduction décisive des taux d'intérêt et des impôts aux États-Unis et aux réactions fermes de l'Europe, l'activité économique mondiale semble maintenant amorcer une reprise. Et je crois que la confiance a aussi été confortée par la décision de nos pays membres à Ottawa, en novembre dernier, de définir une stratégie concertée afin de consolider l'économie mondiale.

Reste à savoir si la reprise sera vigoureuse et durable. Les points d'interrogation sont notamment les profits et les investissements des entreprises américaines, la fragilité des marchés financiers, ou encore les tensions politiques régionales. Mais, globalement, je crois à un affermissement de la croissance mondiale dans la deuxième partie de l'année. Il faut désormais être vigilant et dépasser le court terme pour s'attaquer aux déséquilibres économiques et financiers fondamentaux. Il importe que les pays industrialisés montrent le chemin en s'employant à renforcer les perspectives de croissance durable de leurs propres économies et à mettre la mondialisation au service de tous.

La débâcle d'Enron et, plus encore, le scandale de WorldCom montrent plus clairement que jamais qu'il faut prendre garde aux risques et vulnérabilités que recèlent les économies avancées, tout autant qu'aux problèmes des pays émergents et en développement. Je me réjouis donc du large débat et des actions législatives que ces révélations ont déclenchés aux États-Unis. Mais je pense aussi que la communauté internationale tout entière devrait se pencher sur la question des règles de comptabilité, d'information et de gouvernance des entreprises.

J'ai indiqué clairement à Monterrey que le FMI participerait activement aux efforts pour réaliser les objectifs de développement du Millénaire. Lors de mes entretiens avec les dirigeants, les hommes d'affaires et la société civile des pays à faible revenu, j'ai été frappé par leur volonté de s'attaquer eux-mêmes aux causes locales de la pauvreté. Il est particulièrement encourageant de noter que les dirigeants africains ont fait de la bonne gouvernance, de l'application de politiques rationnelles et de l'accroissement du commerce et des investissements les axes majeurs du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). À l'issue d'une consultation à l'échelle mondiale et après examen critique, il apparaît que les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) sont largement considérés comme un moyen pratique de traduire cette volonté dans les actes. Les DSRP, c'est crucial, naissent de l'initiative des pays et sont conçus

pour recueillir le point de vue de toutes les parties prenantes. Ils tiennent compte des réalités sociales et de la nécessité de difficiles choix économiques. Et surtout, ils donnent une base naturelle à la coordination des activités des bailleurs de fonds et des autres partenaires de développement. J'espère donc sincèrement que les donateurs et la société civile continueront à soutenir ce processus afin qu'il porte pleinement ses fruits.

Il faut bien admettre que la lenteur avec laquelle progressent les réformes nécessaires pour faire pièce à la pauvreté est bien souvent due à un manque de capacités administratives, et non de volonté politique. À l'appui du NEPAD, nous allons établir en Afrique cinq centres régionaux d'assistance technique, et j'ai déjà signé les accords de siège des deux premiers, qui ouvriront leurs portes dans les mois qui viennent en Tanzanie et en Côte d'Ivoire. Jim Wolfensohn et moi-même avons, par ailleurs, aidé des pays africains, à commencer par le Ghana, à se doter de conseils consultatifs afin de trouver les moyens d'améliorer le climat de l'investissement et de créer de nouvelles opportunités économiques.

Aujourd'hui, 26 pays bénéficient d'un allègement de dette au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) qui totalise 40 milliards de dollars, et nous nous employons à faire en sorte que les autres pays admissibles bénéficient aussi d'une aide à ce titre. La réduction du service de la dette qui en

résulte a déjà permis aux pays bénéficiaires de porter leurs dépenses de lutte contre la pauvreté en moyenne de 6 % à 9 % du PIB environ. Le plus gros ira aux secteurs qui en ont tant besoin : santé (essentiellement traitement et prévention du VIH/SIDA), éducation et infrastructures de base (routes rurales). Nous continuerons à nous prévaloir de la possibilité de compléter l'aide PPTE dans les cas — tels que le Burkina Faso — où des facteurs externes ont radicalement modifié la situation économique du pays.

Il est crucial de ne négliger aucun des éléments qui concourent à la réduction de la pauvreté, mais il est clair que le commerce est la meilleure façon d'aider ceux qui s'aident eux-mêmes, non seulement parce qu'il ouvre la voie de l'autosuffisance, mais parce que tout le monde y gagne, les pays développés comme les pays en développement. Pour que le cycle de Doha réussisse, il faut des avancées réelles sur deux dossiers : la réduction des subventions agricoles des pays industrialisés et l'abaissement des droits de douane sur les produits transformés. Mais je dois dire que les arguments qui justifient l'ouverture des marchés des pays industrialisés auraient encore plus de force si les pays en développement démontraient leur volonté d'aplanir les obstacles au commerce entre eux, qui sont souvent bien plus élevés que ceux des pays industrialisés. ■

En anglais sur le site www.imf.org

Notes d'information

- 02/48 : Le FMI achève la quatrième revue de l'accord FRPC avec le Mozambique et approuve un décaissement de 11 millions de dollars, 17 juin
- 02/49 : La direction du FMI recommande une augmentation de l'accord de confirmation conclu avec l'Uruguay, 18 juin
- 02/50 : Le FMI achève la troisième revue de l'accord de confirmation avec le Brésil, 18 juin
- 02/51 : Le FMI achève la sixième revue du programme pour l'Indonésie et approuve un décaissement de 358 millions de dollars, 21 juin
- 02/52 : Le FMI approuve l'accord FRPC avec l'Albanie, 21 juin
- 02/53 : Le FMI achève la deuxième revue de l'accord FRPC avec le Vietnam et approuve sur le principe un décaissement de 53 millions de dollars, 21 juin
- 02/54 : Le FMI accroît de 1,5 milliard de dollars le crédit de confirmation à l'Uruguay, 25 juin (voir page 214)
- 02/55 : Le FMI achève la deuxième revue de l'accord de confirmation avec la Lituanie, 27 juin
- 02/56 : Horst Köhler se félicite des progrès dans les pourparlers avec l'Argentine, 28 juin (voir page 213)
- 02/57 : Le FMI approuve une nouvelle tranche de crédit de 1,15 milliard de dollars au titre de l'accord de confirmation avec la Turquie, 28 juin (voir page 220)

Communiqués de presse

- 02/29 : Le FMI approuve le principe d'un crédit de 36 millions de dollars sur trois ans au titre de l'accord FRPC avec l'Albanie, 19 juin

- 02/30 : Le FMI et la Banque mondiale accordent un allègement d'un montant de 1,1 milliard de dollars au titre du service de la dette de la Mauritanie, qui franchit le point d'achèvement au titre de l'initiative PPTE renforcée, 20 juin

Notes d'information au public

- 02/61 : Le FMI achève les consultations de 2002 au titre de l'article IV avec le Luxembourg, 17 juin
- 02/62 : Le FMI achève les consultations de 2002 au titre de l'article IV avec la Tunisie, 19 juin
- 02/63 : Le FMI achève les consultations de 2002 au titre de l'article IV avec le Royaume des Pays-Bas, 19 juin

Discours

- «Les fondements économiques de la paix en Colombie», par Eduardo Aninat, Directeur général adjoint du FMI; conférence sur la paix et la sécurité en Colombie, Washington, 20 juin (voir page 213)
- «Le rôle du FMI dans la sauvegarde de la stabilité du système financier international», par Horst Köhler, Directeur général du FMI; cent-cinquantième de Giesecke & Devrient, 25 juin
- «Le rôle du FMI dans une économie mondialisée», par Horst Köhler, Directeur général du FMI; ECOSOC, New York, 1^{er} juillet (voir page 220)

Transcriptions

- Points de presse de Thomas C. Dawson, Directeur du Département des relations extérieures, 19 juin et 2 juillet
- Lettre ouverte de Ken Rogoff, Conseiller économique et Directeur du Département des études du FMI, à Joseph Stiglitz

Entretien avec *Taye Mengistae* et *Catherine Pattillo* . . .

Pourquoi les exportateurs africains sont-ils plus productifs que les non-exportateurs?

Nombre d'études sur les entreprises de pays développés et en développement concluent que celles qui exportent sont en général plus productives que les autres. Mais on manquait jusqu'à récemment de données sur les sociétés manufacturières d'Afrique. *Taye Mengistae*, économiste au Service des études de la Banque mondiale, et *Catherine Pattillo*, économiste principale au Département des études du FMI, se sont entretenus avec le Bulletin du FMI de leur document de travail, qui traite de cette question.

LE BULLETIN : Qu'est-ce qui vous a suggéré cette étude?

M^{ME} PATTILLO : Il y a deux courants de pensée. Les uns croient que, si l'on encourage les entreprises manufacturières africaines à se tourner davantage vers l'exportation, leur productivité augmentera. Pour les autres, il faut une action des pouvoirs publics — visant à abaisser les coûts de transaction du commerce extérieur et à fournir aux entreprises une assistance technique — pour combler l'écart de productivité entre les exportateurs et les exportateurs potentiels qui empêche les premiers d'être compétitifs. Il n'y a pas eu beaucoup de travaux sur les questions fondamentales : les firmes africaines qui exportent sont-elles plus

productives que les autres, et si oui, pourquoi? Faut-il en déduire que le fait d'exporter est en soi porteur de gains de productivité, ou bien qu'il y a un écart de productivité qui demande à être comblé par l'intervention des pouvoirs publics.

M. MENGISTAË : Il s'agit du débat classique : une stratégie d'exportation vaut-elle mieux qu'une démarche davantage axée sur le marché interne? C'était l'un des thèmes d'un colloque de 1999 sur les perspectives de développement de l'Afrique subsaharienne dans les décennies à venir. Chacun s'accorde plus ou moins sur l'idée que

l'Afrique doit développer ses exportations non traditionnelles, notamment celles de produits manufacturés. Pourquoi préconise-t-on un essor des exportations? Il y a deux réponses possibles. Primo, la hausse des exportations fournira aux entreprises les devises dont elles ont besoin pour importer du matériel et des intrants de meilleure qualité. Secundo, le simple fait d'être présent sur les marchés d'exportation pourrait faciliter le

transfert des technologies plus performantes des partenaires commerciaux.

LE BULLETIN : Comment avez-vous choisi les données, pourquoi avoir retenu un échantillon d'entreprises manufacturières éthiopiennes, ghanéennes et kényanes?

M^{ME} PATTILLO : Il est difficile de trouver des données comparatives sur les entreprises africaines. Les statistiques nationales sur l'activité industrielle sont souvent indisponibles ou lacunaires. Heureusement, il existe un ensemble de données réunies par la Banque mondiale dans le cadre d'un programme régional de développement des entreprises, en collaboration avec des universités en Afrique et ailleurs. Ces données portent sur neuf pays. Et celles qui se rapportent à l'Éthiopie viennent d'une enquête semblable dans sa conception et sa méthode à celle de la Banque mondiale, de sorte que les données longitudinales sont comparables. Pour la plupart des pays, les statistiques couvrent 220–230 entreprises du secteur manufacturier vers le milieu des années 90 — les années exactes varient d'un pays à l'autre. Les données sont assez représentatives, car elles recouvrent des entreprises de tailles différentes et les enquêtes ont été menées dans différentes villes. Et la couverture du secteur manufacturier est semblable d'une enquête à l'autre.

Nous avons retenu des entreprises manufacturières éthiopiennes, ghanéennes et kényanes parce que cela représente le spectre de l'importance relative des exportations dans les secteurs manufacturiers en Afrique. À un extrême, le Kenya, avec 25 % de sociétés exportatrices, a l'un des secteurs manufacturiers les plus actifs à l'export. Et l'autre extrême, l'Éthiopie, avec seulement 3 % de sociétés exportatrices, a un secteur manufacturier dont les entreprises produisent davantage pour concurrencer les importations que pour l'exportation. Le Ghana se situe entre les deux.

LE BULLETIN : Comparons la productivité des firmes exportatrices avec celle des entreprises qui produisent pour le marché local.

M^{ME} PATTILLO : Nous avons découvert que celles qui exportent sont plus productives. Elles bénéficient d'une prime de productivité qui est de l'ordre de 16 % dans les trois pays, avec des variations sensibles, puisque la prime est de 11 % au Ghana, en position médiane, et bien plus élevée — 28 % — au



M. Mengistae : «Une plus forte prime de productivité suggérerait que l'économie tolère les entreprises non exportatrices moins performantes.»

Kenya. Nous avons calculé cette prime en établissant une fonction de production tout en faisant abstraction de bien d'autres modes de diffusion internationale de la technologie qui sont notoirement importants et liés aux activités exportatrices. Nous extrayons donc de l'équation des facteurs tels que la teneur en importations des intrants, la prévalence des investissements directs étrangers, de la présence étrangère, de l'assistance technique ou des accords de licence avec l'étranger.

LE BULLETIN : Avez-vous eu du mal à isoler les effets de ces autres facteurs? La ligne de démarcation est souvent floue : une entreprise qui exporte peut travailler sous licence étrangère ou appartenir à 100 % à une société étrangère.

M. MENGISTAE : Nous savons certes que les exportateurs bénéficient d'une prime de productivité, mais nous ne savons pas si c'est parce qu'ils ont un accord d'assistance technique ou de licence avec des sociétés étrangères. Nous savons que les entreprises qui exportent ont plus facilement accès que les autres à ces canaux de diffusion de la technologie. Oui, il est difficile de démêler l'écheveau.

M^{ME} PATTILLO : Nous n'avons pas une idée précise du moment où les entreprises ont noué ces liens avec l'étranger ou ont commencé à exporter. Si, par exemple, nous savions qu'une entreprise a signé un contrat d'assistance technique il y a dix ans, mais n'a commencé à exporter que très récemment, nous serions capables de discerner les liens de causalité. Mais nos données portent sur des périodes relativement courtes — trois ans — et la fréquence des observations de certaines variables est faible.

LE BULLETIN : Vous avez comparé la productivité de différents types d'exportateurs de produits manufacturés dans les trois pays : les exportateurs directs et indirects, ceux qui commercent hors d'Afrique et ceux qui se cantonnent à la région. Qu'en avez-vous conclu?

M^{ME} PATTILLO : Nous nous sommes rendu compte que les exportateurs directs — ceux qui sont en contact immédiat avec leurs clients étrangers — sont en moyenne quatre fois plus productifs que ceux qui passent par un intermédiaire local. Et les entreprises qui exportent hors d'Afrique sont nettement plus productives que celles qui commercent seulement à l'échelle régionale. La prime de productivité des exportateurs directs commerçant hors d'Afrique est d'environ 35 % en moyenne dans les trois pays; celle des exportateurs directs commerçant en Afrique est de 20 % en moyenne. Rappelons que la prime moyenne pour l'ensemble des entreprises exportatrices est de 16 %. Pour ce qui est des exportateurs indirects commerçant en Afrique, la

prime, un peu supérieure à 5 %, est faible et statistiquement insignifiante.

Outre les écarts de productivité que je viens de décrire, il y a des disparités sensibles d'un pays à l'autre, les primes les plus élevées se rencontrant au Kenya. Ces résultats sont, à notre avis, ce que notre étude apporte de neuf et d'intéressant. Ces sous-groupes d'exportateurs n'avaient pas encore été étudiés, à notre connaissance. Pour ce qui est de la prime de productivité, nos conclusions concordent avec les autres travaux sur le sujet : nous avons constaté que la prime globale dans ces pays africains est comparable à celle qui a été observée par les spécialistes qui ont étudié les entreprises exportatrices chinoises, taiwanaises ou même américaines.

M. MENGISTAE : Il y a au moins deux façons d'évaluer les gains de productivité provenant des activités à l'export. L'une consiste à examiner des données comparatives dynamiques. Malheureusement les chiffres disponibles portent souvent sur des périodes trop courtes, ce qui était le cas des nôtres. La deuxième méthode consiste à comparer les primes de productivité des exportateurs ayant des contacts plus directs ou immédiats avec des acheteurs susceptibles de leur enseigner de meilleures techniques de production avec les primes de productivité des autres exportateurs. Si le seul fait d'exporter rehausse la productivité, la prime du premier groupe devrait normalement être supérieure. L'hypothèse de travail est que l'information technique est plus facilement transmise par les clients qui sont en contact direct avec les fournisseurs.

LE BULLETIN : Dans quelle mesure peut-on expliquer la plus grande productivité par une sorte de «sélection naturelle» des producteurs les plus performants qui trouvent des débouchés à l'exportation, par opposition à «l'apprentissage par l'exportation», qui fait que l'exportateur abaisse le coût de ses produits ou en améliore la qualité grâce à un apport de technologie relativement peu coûteux de la part de ses clients des pays développés?

M^{ME} PATTILLO : Compte tenu de la courte période couverte par les données, il est impossible de prouver avec certitude que c'est la deuxième explication qui prime sur la première. C'est pourquoi nous avons décidé d'exploiter ces données pour les sous-groupes d'exportateurs. Si l'hypothèse de l'apprentissage par l'exportation se vérifie, la productivité des exportateurs directs devrait être plus élevée. Puisqu'ils sont en contact immédiat avec les



M^{ME} PATTILLO :
«La productivité est beaucoup plus élevée chez les exportateurs en contact direct avec les clients que dans les cas où la relation est indirecte.»



Laura Wallace
Rédactrice en chef

Sheila Meehan
Rédactrice principale

Elisa Diehl
Natalie Hairfield
Jacqueline Irving
Rédactrices

Lijun Li
Maureen Burke
Assistantes de rédaction

Philip Torsani
Maquettiste/Graphiste

Julio R. Prego
Graphiste

Avec la collaboration de
Prakash Loungani

Édition française

Division française
Services linguistiques

Désiré Ahouanmènou
Traduction

Martine Rossignol-Winner
Correction & PAO

Le *Bulletin du FMI* (ISSN 0250-7412) est publié également en anglais (*IMF Survey*) et en espagnol (*Boletín del FMI*). Aux 23 numéros qui paraissent chaque année s'ajoutent un supplément annuel consacré au FMI ainsi qu'un index annuel. Les opinions et les informations contenues dans le *Bulletin* ne représentent pas nécessairement la position officielle du FMI, de même que les cartes publiées, qui sont extraites de l'Atlas mondial du *National Geographic* (sixième édition). Les articles du *Bulletin* peuvent être reproduits à condition que la source soit citée. Le courrier à la rédaction doit être adressé à Current Publications Division, Room IS7-1100, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.), ou par messagerie électronique à imfsurvey@imf.org. Téléphone : (202) 623-8585. Expédition par courrier première classe pour le Canada, les États-Unis et le Mexique et par avion pour les autres pays. Le tarif annuel de l'abonnement est de 79 dollars EU pour les entreprises et les particuliers. Les demandes d'abonnement doivent être adressées à Publication Services, Box X2002, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430. Fax : (202) 623-7201. E-mail : publications@imf.org.

15 juillet 2002

224

acheteurs, il y a plus de chance qu'ils bénéficient d'un flux d'information qui leur permet d'abaisser le coût et d'améliorer la qualité de leurs produits. Et cet effet d'apprentissage se fera davantage sentir dans le cas des exportateurs qui commercent hors d'Afrique, puisqu'ils sont en contact avec des clients dans des pays industrialisés qui ont des informations techniques et des méthodes de gestion plus perfectionnées à leur transmettre.

L'effet de sélection explique aussi en partie les primes de productivité, mais il est difficile de dire quel sous-groupe en bénéficie le plus. Il s'agit d'identifier des facteurs tels que le montant des coûts fixes par période et le niveau de productivité nécessaire pour atteindre un certain seuil à partir duquel l'entreprise peut exporter. Mais il y a aussi le fait que les entreprises qui soutiennent le mieux la concurrence sont celles qui vont choisir d'exporter leur production. Puisque la pression de la concurrence est sans doute plus forte sur les marchés internationaux, on peut dire que l'effet de sélection joue davantage pour les exportateurs qui commercent hors d'Afrique. Mais si l'on compare les exportateurs directs et indirects, on peut s'attendre à ce que l'effet de sélection joue dans un sens ou dans l'autre.

Nous en concluons que la plus grande productivité des exportateurs qui commercent hors d'Afrique et des exportateurs directs tient probablement à l'effet d'apprentissage. Il y a cependant aussi des effets de sélection, aussi les causes de la plus grande productivité ne sont-elles pas absolument certaines.

M. MENGISTAE : Lorsqu'on compare les exportateurs directs et indirects, l'explication par la sélection tient encore moins. On peut dire que les entreprises qui exportent hors d'Afrique expédient leurs produits vers des destinations plus lointaines — l'Europe par exemple — et doivent donc être plus productives que celles qui vendent les leurs juste de l'autre côté de la frontière, parce qu'elles ont des frais de transport plus élevés. Mais rien ne prouve que les exportateurs directs ont à surmonter de plus gros obstacles naturels au commerce que les exportateurs indirects.

LE BULLETIN : Quelles conclusions pratiques peut-on en tirer?

M^{ME} PATTILLO : Si on pouvait prouver sans équivoque que la prime de productivité est due soit à l'effet d'apprentissage, soit à l'effet de sélection, on pourrait conseiller au gouvernement une stratégie bien définie. Et tout dépend de ce que l'on dé-



M^{ME} Pattillo : «Les résultats de notre analyse militent en faveur d'une politique d'échanges ouverts, non discriminatoire à l'égard des exportations, et non d'une politique de protection des industries naissantes ... ou de forte taxation des exportations.»

couvre. S'il est avéré que la prime s'explique par l'apprentissage, on pourrait, par exemple, préconiser des subventions à l'exportation. Si, par contre, c'est l'effet de sélection qui joue, cela militerait en faveur de mesures visant à combler l'écart de productivité en abaissant les coûts de transaction ou, plus généralement, à rehausser la productivité des entreprises. Mais puisque nous ne sommes pas en mesure de trancher en faveur d'une explication plutôt qu'une autre, il est difficile de faire des recommandations précises. De manière générale, les résultats de notre analyse militent en faveur d'une politique d'échanges ouverts, non discriminatoire à l'égard des exportations, et non d'une politique de protection des industries naissantes — qui met les entreprises à l'abri de la concurrence extérieure jusqu'à ce qu'elles soient suffisamment fortes pour l'affronter — ou de forte taxation des exportations.

M. MENGISTAE : Même si nous aboutissions à la conclusion que le fait d'exporter n'entraîne pas de gains de productivité, quel que soit le cas de figure, la prime de productivité moyenne des exportateurs est un indicateur utile du degré d'ouverture d'une branche d'activité ou d'une économie à la concurrence internationale. Dans ce cas, une plus forte prime de productivité suggérerait que l'économie tolère les entreprises non exportatrices moins performantes. De manière générale, plus l'économie est ouverte, plus la prime de productivité des exportateurs que l'économie peut tolérer est faible. ■

On peut se procurer le document de travail n° 02/89, intitulé *Export Orientation and Productivity in Sub-Saharan Africa*, de Taye Mengistae et Catherine Pattillo, auprès du Service des publications, au prix de 10 dollars. Voir le bulletin de commande à la page 219. Le texte intégral peut aussi être consulté sur le site www.imf.org.